

Les migrants décampent, leur

Paris La Chapelle. Les occupants des abords de la gare du Nord ont été évacués mardi, un toit leur étant garanti... juste pour quelques jours.

Par
SYLVAIN MOUILLARD
Photos
JULIEN MIGNOT

Il y a quelques heures à peine, Enok, un Ethiopien de 30 ans, embarquait dans un des bus affrétés par la préfecture de police de Paris pour évacuer le campement de migrants de la Chapelle (XVIII^e arrondissement). L'homme, qui dit avoir fait une demande d'asile en France en début d'année, restée sans réponse à ce jour, a été conduit à Noisy-le-Grand. Il montre un plan des transports franciliens : la gare RER de Noisy-Champs est entourée d'un cercle noir. Mais à 11 heures ce mardi matin, Enok est déjà de retour aux abords du boulevard de la Chapelle, à deux pas de la gare du Nord. Là où, depuis plusieurs mois, il vivait dans ce campement de fortune avec plusieurs centaines de migrants. En tant que demandeur d'asile, Enok devait bénéficier d'un hébergement dans un centre d'accueil dédié (Cada). Mais en arrivant à Noisy, on lui apprend qu'il dispose d'une chambre dans un hôtel... pour une semaine. «C'est pour ça que je reviens, explique cet opposant au régime en place à Addis-Abeba. Il faut que je récupère mes affaires si je suis de nouveau à la rue dans quelques jours.»

L'histoire tranche avec la version des autorités, qui saluent une opération exemplaire. «L'évacuation a été réalisée dans de bonnes conditions», affirme Dominique Versini, adjointe à la solidarité à la mairie de Paris. Bernard Boucault, le préfet de police, parle d'un dispositif «très bien organisé», d'une «excellente coordination entre associations et pouvoirs publics». Il aura pourtant fallu du temps pour que l'Etat se décide à agir.

«Risque majeur d'épidémie»

Les premiers migrants arrivent sur place à l'été 2014. Au début, ils sont quelques dizaines, abrités dans des tentes sous le métro aérien. Mais peu à peu, les effectifs grossissent, au rythme des traversées de la Méditerranée. En mai, 380 personnes trouvent refuge ici, pour la plupart originaires de la Corne de l'Afrique. Les conditions de vie sont exécrables : deux sanisettes (souvent hors d'usage), pas de douche, peu de nourriture, le passage des métros et des trains en fond sonore. La semaine dernière, Bernard Boucault dégage un rapport de l'auto-



rité régionale de santé pour justifier le démantèlement du campement. Le document fait état d'un «risque majeur d'épidémie», évoque des cas de gale, des risques de parasitose et de dysenterie. Depuis quelques semaines déjà, les pouvoirs publics

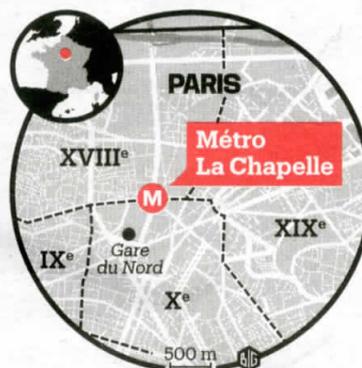
s'efforcent de mettre sur pied une opération respectant la circulaire Valls d'août 2012 : aucune expulsion ne peut être réalisée sans un diagnostic social et une solution de relogement. L'Office français de protection des réfugiés et apatrides examine, le 28 mai, les dossiers des migrants afin de déterminer lesquels peuvent prétendre, rapidement, à l'asile. Premiers concernés : les Erythréens, qui fuient le service militaire dans leur pays. Au total, 160 personnes, près de la moitié des effectifs, s'engagent dans les démarches pour obtenir le statut de réfugié. En théorie, toutes devaient se voir offrir un hébergement ad hoc. Pas si simple...

Ce mardi matin, ils ne sont qu'une centaine à se présenter devant les bus censés les mettre à l'abri. Certains ont des rendez-vous à la pré-

fecture, d'autres ont pris peur devant l'impressionnant déploiement de forces de l'ordre, d'autant que les occupants de la Chapelle n'ont pas été prévenus de l'expulsion.

Barrage de CRS

Zakaria, Soudanais d'une trentaine d'années, était parti prier aux premiers rayons du jour. A son retour, douché et nourri par une habitante du quartier, cet ancien collaborateur des Nations unies au Darfour se trouve coincé devant un barrage de CRS. Pourtant, assure-t-il, son nom était sur la liste des associations. «Toutes mes affaires sont là-bas, dit-il en montrant la forêt de tentes. Je ne sais pas où je vais aller.» Ils sont nombreux à risquer de connaître la même situation dans les prochains jours : 200 migrants, en transit vers le nord de l'Europe ou ne relevant pas de l'asile, seront abrités, pour une durée de trois à sept jours, dans des centres d'hébergement d'urgence ou des hôtels franciliens. Au-delà, ils risquent fort de garnir à nouveau les campements indignes de la capitale. ◆



Les migrants, originaires de la Corne de l'Afrique pour la plupart, lundi en fin d'après-midi, alors que la rumeur d'une évacuation se propage dans le camp. Elle aura lieu quelques heures plus tard, ce mardi matin.

avenir toujours en suspens

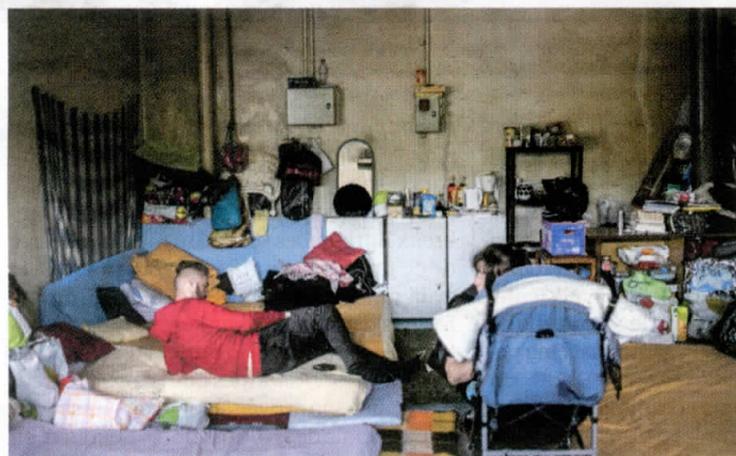
Lyon. Les familles hébergées par le diocèse à Décines sont parties lundi. Les plus chanceuses bénéficient d'une solution de court terme.



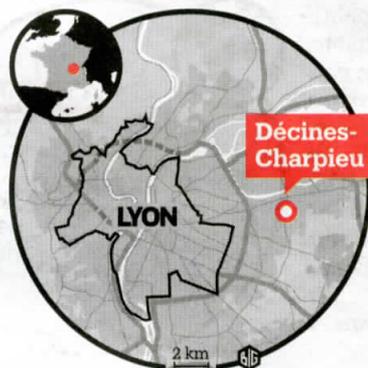
d'urgence» qui avaient été déposés. La moitié émanait de personnes logées depuis, l'autre concernait des migrants jugés «non prioritaires». Puis Xavier Inglebert, préfet délégué à l'égalité des chances du Rhône, est venu en personne signifier aux occupants de l'usine de Décines que seule une aide au retour leur serait accordée. Trois familles (douze personnes) ont finalement obtenu un recours de dernière minute et ont été placées à l'hôtel. Alors, la Coordination a tenté une fois de plus de prendre le relais: «Nous voulons montrer que l'on n'abandonne pas ces gens, qu'il existe encore un tout petit peu d'asile humanitaire», estime le père Duffé. Le dimanche 31 mai, veille du démantement, plusieurs familles ont commencé à plier bagages.

Nouvelle errance

Sur les 164 personnes initialement accueillies, une cinquantaine aurait quitté l'usine de Décines d'elles-mêmes. Certaines évoquaient des «solutions» temporaires, d'autres envisageaient une nouvelle errance. Une vingtaine, «les plus fragiles, avec des bébés, des malades et des personnes en grande souffrance ont été mises à l'abri dans une maison religieuse», propriété du diocèse, détaille Bruno-Marie Duffé. A Décines, lundi, en début d'après-midi, des militantes de la Coordination, attendaient leurs «ordres de mission». L'une d'elles a rapproché sa voiture, elle doit conduire un couple chez une paroissienne, veuve, volontaire pour une colocation d'un mois. Une dizaine de migrants se sont ainsi retrouvés chez des particuliers. Deux campings, dans le Rhône et la Loire, ont été mis à contribution, avec des bungalows et des tentes loués pour une quarantaine d'occupants. «Mais ce ne sera que pour deux ou trois semaines», dit le père Duffé. La «caisse de solidarité soutenue par des gens souvent assez modestes» est bientôt à sec. «La méthode de boy-scout à ses limites», grince un observateur. Selon Bruno-Marie Duffé, «entre 40 et 50%» des migrants encore hébergés font l'objet d'une obligation immédiate de quitter le territoire français. Lundi, vers 18 heures, il restait trois familles sur le carreau. Elles ont empoché les quelques billets tendus par le père Duffé, avant de se retrouver à la rue. La Coordination a demandé un entretien avec le préfet ce jeudi. «On a fait ce qu'on a pu. Et ça doit donner lieu à une réflexion», espère le prêtre. ◀



Le père Bruno-Marie Duffé, à la tête de la Coordination urgence migrants, lundi à Décines, dans l'ancienne usine où étaient logées des familles kosovares, serbes, albanaises et roumaines.



Par
MAÏTÉ DARNAULT
Correspondante à Lyon
Photos
BRUNO AMSELLEM

A Décines, dans la périphérie de Lyon, pas de cordon de sécurité et aucun policier à l'horizon. L'évacuation s'est faite mollement au long de la journée de lundi. A 21h30, les locaux avaient été vidés. Ne restaient à l'extérieur qu'une poignée de chaises et un gros tas de poubelles. Le 75, avenue Franklin-Roosevelt n'était pas vraiment un squat, mais un «hébergement d'urgence» financé par l'Eglise catholique. Depuis le 21 avril, 164 migrants, dont une cinquantaine de mineurs, vivaient dans cette usine désaffectée à Décines. Ils ont atterri là après que la Coordination urgence migrants, un réseau patronné par le diocèse, a décidé de voler à leur secours. A la mi-avril, le préfet du Rhône a décrété l'évacuation des principaux squats de Lyon. En une semaine, de 300 à 350 personnes se sont re-

trouvées à la rue. Parmi elles (environ la moitié), les occupants du boulevard Farge (VII^e arrondissement), originaires d'Albanie, de Serbie, du Kosovo, du Monténégro et de Roumanie. D'abord conduits par les militants de la Coordination à L'abri des pèlerins de la basilique de Fourvière, puis accueillis dans le gymnase du lycée catholique des Maristes, ils ont été transférés en bus jusqu'à l'entrepôt de Décines.

Très jeunes enfants

Ce local de 300 m² a été loué par le diocèse pour un mois, jusqu'au 1^{er} juin. Le temps de démêler les situations des uns et des autres: «Il y a eu beaucoup de travail d'assistance juridique», explique le père Bruno-Marie Duffé, à la tête de la Coordination. La plupart sont demandeurs d'asile, parmi eux des familles avec de jeunes enfants ou des malades. Jusqu'au dernier moment, tous ont voulu croire à un relogement. Mais début mai, le tribunal administratif de Lyon a rejeté les 26 référés-liberté «hébergement

RÉCIT